

LA RURALITÉ EN 2016

— Mariella Collini

Dans le cadre de la démarche Intelligence territoriale amorcée par Valorisation Abitibi-Témiscamingue, ce portrait propose un tour d'horizon des principaux enjeux de la ruralité de l'Abitibi-Témiscamingue, un aperçu des plus récentes données démographiques en contexte rural ainsi que quelques pistes de réflexion quant à des pratiques innovantes en matière de développement rural.

La présence de ressources humaines capables de s'engager et de se mobiliser pour l'essor de leur milieu de vie, la disponibilité de services, leur accessibilité et leur connexion avec les autres communautés environnantes, la vitalité économique, sociale et culturelle de même que la préservation des patrimoines bâti, culturel et naturel sont au nombre des préalables pour bâtir des collectivités rurales durables et viables à long terme.

À l'instar d'autres régions, la ruralité témiscabitiennaise fait face à plusieurs enjeux de développement pour répondre aux attentes des personnes en matière de qualité de vie certes, mais aussi en matière d'intégration et de cohésion sociale, de vitalité économique ainsi que de protection et de valorisation des paysages, des milieux naturels et de leurs ressources. La mise en place de conditions propices à l'occupation durable des territoires repose *sine qua non* sur le renforcement de l'attractivité des territoires, notamment ruraux.

DÉFI DÉMOGRAPHIQUE ET D'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Considérant les multiples tendances démographiques actuelles ou anticipées, l'adaptation des communautés aux nouveaux modes de vie et aux besoins des générations qui habitent nos territoires est nécessaire. Dans un contexte en évolution, l'offre intégrée de services (public/privé) réclame de nouvelles façons d'offrir les services à la personne de même qu'en matière d'habitats et de mobilité au bénéfice de la population habitant en territoires ruraux ou de faible densité.

Il n'y a pas une semaine qui passe sans que l'accès à une couverture Internet à haut débit et de téléphonie cellulaire de qualité partout sur le territoire ne fasse la manchette. À l'ère des villes et communautés intelligentes, il s'agit là d'un enjeu crucial pour garantir l'accès aux services (santé, éducation, etc.) de même qu'à assurer l'attractivité et la compétitivité économique de nos milieux et secteurs névralgiques, notamment les milieux agricole et touristique.

DÉFI ÉCONOMIQUE

Les assises économiques de la région que sont l'agriculture et la foresterie ont été mises à rude épreuve au cours des dernières années. Pensons à la diminution du nombre d'exploitations agricoles, au désistement de producteurs, à la difficulté d'avoir une relève pour le transfert des actifs, aux réglementations jugées restrictives ou inadaptées aux réalités agricoles, aux fermetures définitives d'usines de transformation de bois, à la préservation des écosystèmes forestiers, etc.

À l'instar des milieux urbains, plusieurs milieux ruraux doivent, eux aussi, mettre en place une véritable diversification de leur base économique locale. Diverses opportunités et nouveaux comportements de consommation (manger local, sensibilité écologique) amènent leur lot de défis : à la diversification de produits s'ajoutent la commercialisation intégrée des produits régionaux (basée sur une culture agricole et forestière assumée), de même qu'une réelle reconnaissance de la multifonctionnalité des forêts (produits forestiers non ligneux, usages récréatifs et touristiques, etc.).

L'acceptabilité sociale envers l'exploitation des ressources, en particulier minérales, est, par ailleurs, de plus en plus à l'avant-scène au sein des collectivités. Il en est de même de l'accès au territoire foncier à long terme notamment le patrimoine foncier agricole au bénéfice du développement durable des milieux.

En réponse aux enjeux démographiques et d'attractivité des territoires ruraux, l'économie sociale apparaît être un outil non négligeable de développement durable. En l'occurrence, garantir une qualité de vie à tout âge et une économie locale dynamique nécessite de nouveaux outils, modèles d'affaires et modes de financement pour soutenir et développer une économie de proximité propre à valoriser les multiples atouts des territoires ruraux.

DÉFI POLITIQUE

La récente restructuration de la gouvernance de proximité amène un enjeu de décentralisation des compétences vers les instances locales et territoriales. Au nombre des réflexions, la représentation politique des collectivités rurales au sein des MRC de même que de possibles processus de regroupement de services. La vitalité des collectivités passe aussi par une participation citoyenne renouvelée tant dans les sphères sociale, publique que politique. Celle-ci doit indubitablement être soutenue et développée chez les jeunes, mais aussi auprès de l'ensemble de la population. ■

Sources : Conférence régionale des élus, *Diagnostic et Plan quinquennal de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019* et Jean, Bruno avec Lawrence Desrosiers et Stève Dionne, *Comprendre le Québec rural, 2^e édition, 2014*.

ÊTRE JEUNE ET VIVRE EN MILIEU RURAL

Selon de récentes estimations de population, près de 55 220 personnes vivent au sein des milieux ruraux témiscabitiens en 2015, ce qui représente plus du tiers de la population (37 %). Globalement, la population rurale est passée de 54 215 à 55 220 personnes au cours de ces quatre dernières années (+1,9 %).

Étonnamment, et contrairement aux années antérieures, la croissance démographique des petites collectivités se porte plutôt bien. Chiffres à l'appui : avec une croissance de 2 %, la population rurale croît plus rapidement que l'ensemble de la population (0,6 %), et même de la population semi-urbaine et urbaine (-0,1 %) au cours de la période 2011-2015. Aussi, sur l'ensemble des petites collectivités, 58 % d'entre elles ont fait des gains ou, à tout le moins, sont demeurées stables sur le plan démographique.

La population rurale compte toujours une part légèrement plus élevée de jeunes âgés de 14 ans et moins (18 %) qu'en milieu urbain (15 %) et que dans l'ensemble de la région (16 %). À l'inverse, le poids démographique des aînés y est moindre avec 15 % comparativement à 18 % en urbain et 17 % en général. Quant à la part des 15 à 64 ans, elle est identique à celle du milieu urbain et à la moyenne régionale (67 %).

LES JEUNES ET LA RURALITÉ

De manière plus détaillée, les jeunes de 34 ans et moins sont au nombre de 59 990 en Abitibi-Témiscamingue, parmi lesquels 22 630 résident au sein du milieu rural. En d'autres mots, un peu plus du tiers de la jeunesse régionale habite en ruralité (2015^o). Le poids relatif des jeunes ruraux au sein de chacune des MRC varie considérablement :

- + ou - 1 jeune sur 5 vit en ruralité à Rouyn-Noranda et dans La Vallée-de-l'Or
- 1 jeune sur 2 vit en milieu rural dans la MRC d'Abitibi
- 2 jeunes sur 3 vivent en milieu rural en Abitibi-Ouest
- 85 % des jeunes sont des ruraux au Témiscamingue

Entre 2011 et 2015, le contingent de jeunes ruraux tend à diminuer très légèrement dans l'ensemble de la région. Ceci dit, en raison de l'attrait de certains quartiers ruraux ou de petites municipalités à proximité des villes urbaines de Rouyn-Noranda et Val-d'Or, on constate plutôt une hausse des jeunes en milieu rural au sein de ces deux territoires.

Population des jeunes âgés de moins de 35 ans selon le milieu rural et urbain > MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2015^o

	14 ans et moins	15 à 34 ans	34 ans et moins	35 ans et plus	Population totale
Abitibi	4 175	5 940	10 115	14 750	24 865
Rural	2 190	2 865	5 055	7 025	12 080
Urbain	1 985	3 075	5 060	7 725	12 785
Abitibi-Ouest	3 405	4 390	7 795	13 035	20 830
Rural	2 335	2 860	5 195	8 130	13 325
Urbain	1 070	1 530	2 600	4 905	7 505
La Vallée-de-l'Or	7 365	10 945	18 310	25 465	43 775
Rural	1 785	2 105	3 890	4 070	7 960
Urbain	5 580	8 840	14 420	21 395	35 815
Rouyn-Noranda	6 555	11 150	17 705	24 220	41 925
Rural	1 340	1 955	3 295	4 960	8 255
Urbain	5 215	9 195	14 410	19 260	33 670
Témiscamingue	2 715	3 350	6 065	10 125	16 190
Rural	2 350	2 845	5 195	8 405	13 600
Urbain	365	505	870	1 720	2 590
Région	24 215	35 775	59 990	87 595	147 585
Rural	10 000	12 630	22 630	32 590	55 220
Urbain	14 215	23 145	37 360	55 005	92 365

Note: dans ce portrait, le milieu rural comprend les petites collectivités de 2 500 habitants et moins.
Source : Institut de la statistique du Québec (ISQ), Commande spéciale.
Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue (OAT).

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les jeunes ruraux de la région se répartissent comme suit : 44 % sont âgés de moins de 14 ans, alors que 56 % sont âgés de 15 à 34 ans. Cette répartition est plus ou moins similaire dans l'ensemble des MRC, à l'exception de Rouyn-Noranda où le milieu rural accueille nettement plus de jeunes de 15 à 34 ans (60 %) que de jeunes âgés de moins de 14 ans (40 %).

LES PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES EN RURAL

À partir des données issues des perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) réalisées à l'échelle des municipalités, l'Observatoire a effectué une compilation spécifique en vue de dégager quelques constats relativement aux milieux ruraux de la région. À noter ici que les perspectives se basent sur le scénario de référence et ne s'appliquent qu'aux municipalités officielles du Québec. En d'autres mots, aucun éclairage ne peut être fait quant au futur démographique des quartiers ruraux de la Ville de Rouyn-Noranda. Ceci dit, pour les MRC de la région composées de municipalités rurales de

2 500 habitants et moins pour lesquelles des données sont disponibles, les jeunes ruraux âgés de 34 ans et moins devraient passer de 17 255 en 2011 à 16 890 en 2031, soit une diminution de 2 %.

UNE TENDANCE QUI PARLE...

À l'instar de la dynamique populationnelle de l'Abitibi-Témiscamingue, la migration interrégionale est l'un des facteurs déterminants de la conjoncture démographique des milieux ruraux. Or, le solde migratoire interrégional des jeunes de la région, c'est-à-dire la différence entre le nombre de jeunes quittant la région et le nombre de jeunes venant s'y installer, est en constante amélioration depuis 15 ans. Le solde migratoire des 15-24 ans a fondu de moitié au cours de cette période, alors que celui des 25-34 ans est trois fois moins élevé.

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE ET DE FIERTÉ

Le deux tiers de la population régionale ressent un sentiment d'appartenance plutôt fort ou très fort à leur communauté, et ce sentiment a augmenté lentement mais sûrement en Abitibi-Témiscamingue au cours de la dernière décennie. Les jeunes de 12 à 19 ans sont les personnes les plus susceptibles de déclarer un fort sentiment d'appartenance à leur communauté locale, avec 74,5 % suivi par les jeunes adultes de 20 à 34 ans, avec 68 %. C'est davantage que les jeunes du Québec, avec des parts respectives de 67 % et 49,5 %. Ici, plus les personnes avancent en âge et moins elles semblent susceptibles d'éprouver un sentiment aussi profond envers leur milieu de vie. Cette tendance est contraire à la tendance québécoise et même canadienne où le sentiment d'appartenance est le plus fort aux deux extrémités en âge, soit chez les 12 à 19 ans et les 65 ans et plus.

Part de la population avec un sentiment d'appartenance plutôt fort ou très fort à la communauté, selon le groupe d'âge
 > Abitibi-Témiscamingue, 2003 et 2014

	2003	2014
12 ans et +	63,2 %	65,8 %
12 à 19 ans	74,0 %	74,5 %
20 à 34 ans	56,8 %	68,1 %
35 à 44 ans	63,4 %	67,2 %
45 à 64 ans	60,1 %	62,7 %
65 ans et +	69,9 %	63,0 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes - Composante annuelle*, CANSIM 105-0501.

Une vaste consultation¹ menée auprès des jeunes âgés de 12 à 35 ans de l'Abitibi-Témiscamingue en 2013, vivant tant en milieu rural qu'urbain, indique de leur part un profond attachement à la région de même qu'un sentiment de satisfaction par rapport à leur vie ici. Leur attachement s'illustre notamment par leur implication dans le milieu où le bénévolat est déjà une réalité bien présente chez la majorité des jeunes de 12 à 17 ans; cette pratique acquise se poursuit chez les jeunes adultes. Quant à leur fierté ressentie envers l'Abitibi-Témiscamingue, celle-ci est omniprésente. La région inspire un sentiment de fierté à plus de neuf jeunes adultes sur dix! D'ailleurs, selon l'avis de la majorité des jeunes adultes consultés, la région est un lieu propice pour fonder une famille, se dénicher un emploi à sa mesure et y faire carrière, voire même y lancer une entreprise.

✓ LES JEUNES ET LEURS... RÉPRÉSENTATIONS DE LA RURALITÉ

Comment se représente-t-on la ruralité en Abitibi-Témiscamingue? Un exercice de cartographie a permis de dégager les principales représentations de notre ruralité. Citoyens, élus ruraux de même que les acteurs de développement la représente avant tout comme un milieu de vie habité par des gens préoccupés par son développement, notamment en regard des services... mais aussi, un lieu, un grand territoire avec des ressources, sans doute à mettre en valeur.

Et quel est le regard que porte les jeunes sur la ruralité? D'abord, les jeunes ruraux expriment une vision positive de leur milieu de vie, caractérisé par des « villages à visage humain », doté d'une belle qualité de vie de même qu'une proactivité certaine des gens qui y habitent pour relever les défis qu'ils y rencontrent. Chez les jeunes urbains, une méconnaissance du milieu rural, voire une dualité semble plutôt se dégager de leurs propos. D'une part, la ruralité est, à la fois, un milieu naturel avec des ressources à protéger et un espace au service de la qualité de vie urbaine (lieu de récréotourisme) et d'autre part, un milieu aux prises avec diverses carences.

Sources : Cliche, M., Bellehumeur, N., Gadoury, G., Cadieux, R. et M. Lessard, *La ruralité en Abitibi-Témiscamingue*, 2015 et Jean, B., Desrosiers, L. et S. Dionne, *Comprendre le Québec rural*, 2^e édition, 2014.

✓ LES JEUNES ET LEURS... PRÉOCCUPATIONS FACE À LA QUALITÉ DE VIE

Selon la consultation¹ réalisée dans la région en 2013 chez les jeunes de 12 à 35 ans, voici certaines pistes de réflexion pouvant améliorer la qualité de vie dans la région du point de vue des jeunes d'ici.

Chez les plus jeunes âgés de 12 à 17 ans, on suggère notamment des améliorations possibles au regard de l'école, qui se veut bien plus qu'un lieu d'apprentissage, étant davantage considéré comme leur milieu de vie. Ensuite, d'autres propositions touchent les loisirs et sports ainsi que les services. Les services réfèrent tour à tour à la diversité des commerces de détail, à un plus grand accès au transport en commun (notamment entre les villages et municipalités), à des services spécialisés de santé ainsi qu'à un réseau cellulaire et Internet de qualité, partout sur le territoire.

Chez les jeunes adultes, les améliorations possibles touchent davantage de paramètres de la vie au quotidien. De sorte que parmi les centaines de suggestions, la grande majorité est rattachée aux sports, loisirs, culture et tourisme. Ensuite, de nombreuses suggestions sont relatives au transport en commun, à de nouveaux lieux de consommation (magasins, restaurants, bars et lieux de rencontres) ainsi qu'à un accès au logement et à la propriété. Un peu plus loin, les services aux familles (services de garde, conciliation famille-travail-études) de même que dans le secteur de l'éducation (diversité de programmes, offre de formation à distance) ont pris une place particulière dans les facteurs d'amélioration de la qualité de vie.

Spécifiquement au chapitre de l'entrepreneuriat, un jeune adulte sur quatre croit qu'un meilleur financement à l'entrepreneur, soit par un soutien adapté au démarrage ou pour l'acquisition d'une entreprise existante serait l'une des avenues stratégiques pour stimuler l'entrepreneuriat dans la région.

Et enfin, quels sont les enjeux prioritaires pour l'Abitibi-Témiscamingue? Peu de surprise, l'économie arrive au haut du palmarès, suivie par l'environnement et le développement durable, le développement de la main-d'oeuvre et l'accès au logement et à la propriété.

Source : 1. Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, *Perspectives jeunesse 2013 - Rapport de consultation 12-17 ans et Rapport de consultation 18-35 ans*, 2013.

DES PRATIQUES INNOVANTES... ET INSPIRANTES

Les collectivités rurales composent aujourd'hui avec des populations faisant part de nouvelles attentes et prônant de nouvelles valeurs, ce qui les oblige, à de très petites échelles, à renforcer leur capacité d'adaptation aux changements, qu'ils soient démographiques, sociétaux, économiques, technologiques, environnementaux ou politiques.

Les innovations sociales et institutionnelles amorcées dans les milieux ruraux de l'Abitibi-Témiscamingue, du Québec et d'ailleurs dans le monde reposent sur des réalités et des besoins particuliers à chacun, certes, mais s'inscrivent aussi dans de nouveaux courants et pratiques émergentes.

ICI ET AU QUÉBEC

Par l'entremise d'une **gouvernance territoriale partagée**, deux exemples d'initiatives locales prônent l'union de municipalités dévitalisées ayant fait le choix de se développer ensemble : le **Comité de diversification de l'Est témiscamien** et la **Contrée en montagne** dans la MRC de Bellechasse. L'une et l'autre interpelle un changement de mentalité majeur dont la visée est le développement de leur propre milieu par l'élaboration de projets pour le bien commun de municipalités environnantes. Il s'agit notamment d'intensifier les relations, rassembler les forces respectives et partager et mettre en commun les expertises et les ressources de chacune.

Afin d'améliorer les conditions de vie, de revitaliser et de diversifier les communautés, de nombreux projets s'appuient sur une démarche participative et de **développement des communautés**, dont le **Tableau de bord des communautés de l'Abitibi-Témiscamingue** et le **Petit-Saguenay 2020**. Ces démarches s'appuient sur une lecture factuelle des besoins et des défis propres aux milieux en vue de définir les priorités, de déterminer et mettre en oeuvre des projets qui se réaliseront grâce à la mobilisation des citoyens, municipalités, organismes publics ou privés, etc.

Afin de stimuler le dynamisme économique et social des communautés, **l'économie sociale** semble une avenue prometteuse

pour plusieurs municipalités, qu'elles soient ou non dévitalisées. Le projet-pilote **Développement de l'emploi par l'entrepreneuriat collectif**, réalisé au sein de 7 villages de la Mauricie, a d'ailleurs inspiré d'autres régions.

Voici quelques expériences de partenariats entre des municipalités et des acteurs de l'économie sociale :

- Récupération Mauricie (Mauricie)
- Ferme Héritage Miner (Montréal)
- Dose Culture (Montréal)
- La Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Station de radio CKBN (Centre-du-Québec)
- Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz (Côte-Nord)
- Bécik jaune (Lanaudière)
- Coop des 4 pôles (Laurentides)

Avec pour visée d'encourager la relève agricole et diminuer les difficultés de financement associées au démarrage d'entreprises, la municipalité de L'Ange-Gardien, avec ses partenaires, ont mis sur pied un site de production clé en main, la **Plate-forme agricole de L'Ange-Gardien**. Celle-ci est conçue afin d'accueillir des entreprises agricoles durables tout en favorisant l'approvisionnement en aliments sains et de proximité (cultures maraîchères, plantes médicinales, grandes cultures, champignons, miel, etc.).

Des **types de financement alternatif** s'implantent en vue de dynamiser l'économie locale et de valoriser l'initiative individuelle et l'implication citoyenne. Le réseau québécois du **crédit communautaire** rend disponibles des fonds aux entrepreneurs exclus - en tout ou en partie - des systèmes traditionnels de financement. Plusieurs TPE et PME en milieu rural, comme Vivres en vrac (Val-David) ou Charlevoix Pure Laine (Baie-Saint-Paul) ont vu le jour grâce à ce financement. Diverses expériences de sociofinancement (ou financement participatif) font leur apparition. La Ruche, plateforme de financement participatif exclusive à la région de Québec, est un exemple parmi d'autres.

AILLEURS DANS LE MONDE

La petite commune du Haut-Rhin (en France) a mis de l'avant un projet de développement à partir de l'idée de **souveraineté alimentaire**. Le rachat du droit d'exploitation agricole sur un terrain de 8 hectares et l'installation d'une exploitation maraîchère bio gérée par une entreprise d'insertion produit une trentaine de tonnes de légumes par an. La production est écoulee sur un marché hebdomadaire local (paniers, cantine de l'école, etc.).

En Bretagne, un site Web complet dédié à la **transmission agricole** a été mis en ligne afin de guider au mieux les cédants agricoles vers une transmission réussie.

Aussi, un document recense un panel de 74 actions concrètes menées sur des territoires souvent ruraux ou périurbains pour favoriser **l'emploi durable**.

✓ PENSER AUTREMENT

Efficycle, plateforme d'information sur le **développement durable**, publiée sur son site Web diverses initiatives à même d'être des « solutions significatives au changement de paradigme en cours ». On y retient notamment :

- l'accès à Internet aux collectivités privées de ce service par des fournisseurs d'accès associatifs
- une épicerie itinérante
- une ferme solidaire sous forme de coopérative autogérée par les agriculteurs et les consommateurs
- l'émergence de monnaies locales complémentaires
- le *crowdfunding* pour la réalisation de projets d'urbanisme, d'agriculture, de lutte aux inégalités, de maintien de services de proximité, etc.
- un habitat alternatif, c'est-à-dire modulable, durable et transportable
- Wikibuilding : quand l'architecture passe en mode collaboratif ou l'urbanisme en mode participatif